

Monsieur le Président,

Si j'en avais le temps, je ferais une lettre. Que vous liriez peut-être...
A en croire les enquêtes d'opinion, votre politique déçoit 87% de nos concitoyens. J'en suis.

Dans cette immense majorité de mécontents, toutes les idées ne se ressemblent pas. Nous sommes d'accord. Aussi, vais-je donc me contenter d'exprimer celles qu'un grand nombre partage. Je ne m'arrêterai pas à des critiques que vous connaissez, elles ne vous apporteraient rien.

En revanche, je vais vous faire une proposition susceptible de sauver la deuxième partie de votre quinquennat. D'inverser la courbe de votre impopularité. Pas plus, pas moins. Une proposition sur laquelle vos partenaires habituels, agences de notation, lobbies de tout poil, chancellerie allemande, Commission Européenne, BCE, etc, n'auront pas à renâcler. Bref, une proposition qui n'aggraverait en rien les finances nationales. Ouf ! Avant de l'énoncer, permettez-moi de ménager un petit suspens. Question de coquetterie personnelle.

87% de mécontents. Dites donc, vous faites très fort ! En ce qui nous concerne – je dis « nous » en pensant à des millions d'amis – nous avons de l'énergie à revendre, et non polluante. Nous sommes sur tous les fronts (sauf le « Nazional ») : social, politique, éducation, économie solidaire, culture, énergies renouvelables, préservation de la nature et de la planète, soutien aux peuples opprimés... Une société civile dans tous ses états ! Nous sommes partout, jeunes et moins jeunes.

Au premier rang parfois, pour prendre une grenade et en mourir, comme Rémi.

En mai 2012, au deuxième tour des élections présidentielles – vous vous souvenez ? – nous n'étions pas à une illusion près, et nous vous avons suivi. En traînant un peu les pieds, c'est vrai.

L'expérience... Que voulez-vous, on ne se refait pas, certains mots conservent le pouvoir récurrent de nous faire vibrer. « Le changement, c'est maintenant », « Mon ennemie, c'est la finance », « Moi, Président... ».

Comme cela a dû être dur pour vous de tenir un tel langage contre nature. Pardonnez-moi de vous rappeler ces mauvais moments. Ne parlons ni du changement, j'ai beau chercher je n'en trouve pas d'exemple – à moins que de promouvoir au poste de premier ministre un candidat aux primaires qui fait 5% en soit un, ce qui m'a complètement échappé - ni de vos indécisions et contre-décisions, ni des pitres dont vous vous entourez.

Prenons seulement la finance. Que pensez-vous de la séparation des activités bancaires ? Une montagne qui accouche d'une souris, pas vrai ? Un enfumage qui, in extremis, a pu jouer en faveur de notre ex-ministre des finances et lui valoir ce poste de commissaire si chèrement gagné ?

L'inversion de la courbe du chômage, oublions; la grande réforme fiscale, itou; la taxe carbone, n'en parlons plus. Alors, que reste-t-il de nos amours, monsieur le Président ? Un ultime rabibochage est-il possible ? La réponse est oui. Comment ? Eh bien, je vais vous le dire, monsieur le président.

Une grande réforme institutionnelle, voilà ce que vous pourriez faire avant de partir.

Un(e) président(e) issu(e) de la société civile, une personnalité choisi(e) pour son intelligence et sa sagesse, et qui aurait un rôle d'arbitre, de régulateur, la conduite des affaires du pays revenant au gouvernement et à son chef, responsables devant la représentation nationale. Le mode électif pourrait revenir au peuple, puisque les partis ne soutiendraient pas un candidat sortant de leurs rangs. Avec ce changement, vous couperiez l'herbe sous le pied de ceux qui piaffent d'impatience et minent la vie politique. Vous éviteriez le pire à la République, suivez mon regard, la nomination du chef du gouvernement ne présentant pas le même risque.

Une profonde transformation de la représentation nationale et territoriale qui reposerait sur le principe de l'honneur d'être missionné par ses concitoyens pour les représenter, et qui exclurait de fait la professionnalisation de la vie politique, à bout de souffle, et dont le pays ne veut plus ; avec deux garde-fou indispensables: un stricte non cumul des mandats et la limitation de leur renouvellement dans la durée (deux fois maximum). Bref, une mission citoyenne ouverte, non réservée à une caste. Avec, évidemment, effet rétroactif aux élections législatives de 2017: un député ayant déjà effectué deux mandats ne pourrait se représenter. Ah là, vous allez vous faire des amis, il ne va pas être content Barto.

Un développement d'instances de démocratie participative animées par des représentants de la société civile - sur le modèle des conseils économiques, sociaux et environnementaux - renouvelées du point de vue de leur rôle et de leur mode de recrutement, et démultipliées sur le territoire.

Une suppression du Sénat dans cette nouvelle configuration démocratique paraîtrait plus que souhaitable, sinon il demeurerait le symbole d'un passé révolu.

Vous seriez le dernier président de la cinquième. C'est vous qui changeriez la donne. Ça aura

Ça aurait de la gueule, non ? Sans compter que cela vous éviterait l'amertume de ne pas être réélu. J'en connais un qui ne s'en remet pas... Et puis, imaginez vous dans quelques années, le soir au coin du feu, entouré de vos petits enfants « Dis papy, c'est quoi ton meilleur souvenir de président de la République ? » « C'est d'avoir renouveler la démocratie de mon pays. » « Waou ! Trop fort papy ! »

« Bon, vous avez encore des devoirs, allez les terminer, moi je dois travailler. Le comité économique local réfléchit à un projet de propriété sociale d'une ferme voltaïque. Je dois faire ma part. » « Et nous, c'est quoi notre part ? » « Vous, pour le moment, c'est d'apprendre à devenir citoyens. »

Moi aussi, monsieur le président, je fais ma part en vous adressant cette proposition. Pensez-y, ça ne règlera pas tout, mais nous nous sentirons mieux. Mieux armés pour d'autres changements.

Dan